KONRAD ADENAUER STIFTUNG
France

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de l'actualité allemande

Du 22 au 28 octobre 2026

Le chancelier allemand Friedrich Merz a entamé une tournée en Asie, avec des étapes à Singapour, au Japon et en Corée du Sud, afin de renforcer les partenariats de l'Allemagne dans la région. L'objectif est d'approfondir la coopération dans trois domaines stratégiques : le commerce, la sécurité et la défense, ainsi que le numérique et les nouvelles technologies. A Singapour, Merz a plaidé pour un approfondissement des relations commerciales entre l'Europe et l'Indo-Pacifique, dans un contexte de restrictions commerciales américaines sous Donald Trump. Il propose entre autres de négocier un vaste accord de libre-échange entre l'Union européenne et le CPTPP, un partenariat transpacifique qui regroupe douze pays, dont le Canada, l'Australie, le Chili et le Royaume-Uni, représentant près de 600 millions d'habitants. Le Premier ministre singapourien Lawrence Wong a soutenu cette orientation et salué la solidité des relations économiques avec l'Allemagne, où près de 2 400 entreprises allemandes sont implantées. Cette initiative reste toutefois une orientation politique, car les négociations commerciales relèvent de l'Union européenne, et non du gouvernement allemand seul.

L'initiative « Gen Z regelt » appelle à manifester le 31 octobre dans 28 villes d'Allemagne. Présenté comme indépendant et apolitique, le mouvement veut dénoncer le manque de considération accordé aux jeunes et réclamer davantage d'investissements dans l'éducation et la santé, un coût de la vie plus abordable et l'abandon du projet de rétablissement du service militaire. Les revendications portent également sur les inégalités sociales, les restrictions budgétaires dans les services publics et le renforcement de la surveillance. Près de 145 000 personnes ont annoncé leur participation en ligne. La Conférence fédérale des élèves (BSK), qui ne soutient pas officiellement ces manifestations en raison de la diversité des sujets abordés, souligne néanmoins le sentiment de résignation d'une partie de la jeunesse, qui estime que les décisions politiques sont trop souvent prises sans elle. Elle avertit que cette frustration pourrait aussi profiter à l'AfD. À l'approche des rassemblements, la police et les autorités de sécurité redoutent des violences similaires à celles observées récemment en France et dans d'autres pays européens, ainsi qu'une récupération des manifestations par des groupes extrémistes. L'identité des organisateurs suscite également des interrogations, bien qu'ils affirment rejeter explicitement l'extrémisme et la violence. L'Office fédéral de protection de la Constitution renforce la surveillance des réseaux sociaux afin de repérer les appels à la violence.

La coalition entre les conservateurs de la CDU/CSU et les sociaux-démocrates du SPD peine à s'entendre sur la réforme du mode de scrutin, pourtant prévue dans son accord de gouvernement. Le principal point de désaccord porte sur les mandats directs, car la CDU/CSU souhaite que tout candidat arrivé en tête dans sa circonscription puisse siéger au Bundestag, sans pour autant augmenter le nombre de députés, actuellement fixé à 630. Or, depuis la réforme adoptée par la précédente coalition, la victoire dans une circonscription ne garantit plus un siège : le nombre d'élus de chaque parti dépend de son résultat au scrutin de liste. Lors des dernières élections législatives, 23 candidats arrivés en tête dans leur circonscription n'ont ainsi pas pu entrer au Parlement. Le SPD souhaite également renforcer la représentation des femmes, qui ne constituent qu'environ un tiers des députés, une proposition qui suscite des réserves au sein de la CDU/CSU. Le chancelier Friedrich Merz estime que la réforme accuse déjà un an de retard et presse ses partenaires d'avancer, notamment parce qu'un éventuel redécoupage des circonscriptions nécessite du temps et une concertation avec les Länder. Le calendrier de la réforme reste incertain.

L'Allemagne a franchi une nouvelle étape dans la recherche d'un site de stockage définitif pour ses déchets nucléaires hautement radioactifs. Dans une analyse publiée le 27 octobre 2026, l'organisme fédéral chargé du dossier (BGE) a réduit à moins de 5 % du territoire les zones encore susceptibles d'accueillir le futur centre, contre 25 % en 2025. Cette sélection progressive repose sur des critères géologiques stricts, notamment la stabilité du sous-sol et sa capacité à isoler les déchets pendant un million d'années. Cinq Länder sont désormais exclus : la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, la Hesse, Berlin et la Saxe. Aucun site définitif n'a été choisi pour le moment, même si la Basse-Saxe et la Saxe-Anhalt semblent se démarquer en raison de leurs formations géologiques, notamment salines et argileuses. L'Allemagne doit trouver une solution sûre pour 27 000 m³ de déchets hautement radioactifs, soit l'équivalent d'environ 350 grands conteneurs maritimes. Le stockage devra garantir leur confinement pendant un million d'années. Le choix définitif du site n'est pas attendu avant 2050. D'ici fin 2027, la BGE proposera une liste restreinte d'environ 5 à 10 régions à étudier prioritairement.

Le PDG d'Audi, Gernot Döllner, est vivement critiqué après être apparu aux côtés de Donald Trump lors d'un meeting électoral pour annoncer la construction d'une usine Audi en Géorgie, représentant un investissement de 4 milliards de dollars et la création de 4 500 emplois. Les syndicats et plusieurs responsables politiques lui reprochent d'avoir participé à une opération de communication électorale, en violation présumée des règles de neutralité politique du groupe. Certains réclament même sa démission. Si le projet vise à renforcer la présence d'Audi sur le marché américain, il suscite également des inquiétudes concernant l'emploi et l'avenir des usines allemandes. L'investissement reste soumis à l'approbation du conseil de surveillance et à des garanties sur ses conséquences pour les sites existants.

La CDU/CSU et le SPD s'accordent sur la nécessité de réduire la taxe sur l'électricité dès 2027 pour soulager ménages et entreprises, mais divergent sur son financement. Le chancelier Friedrich Merz défend cette baisse, tandis que le ministre des Finances Lars Klingbeil souligne son coût potentiel de six milliards d'euros. Le ministre-président de Saxe, Michael Kretschmer (CDU), plaide pour une approche transpartisane et estime que les recettes fiscales supplémentaires attendues en 2027 pourraient permettre de financer la baisse, tout en appelant à des réformes structurelles pour soutenir la compétitivité allemande. À l'inverse, le maire de Brême, Andreas Bovenschulte (SPD), propose de financer cette mesure par une taxe sur les bénéfices exceptionnels des compagnies pétrolières, qui ont réalisé des profits importants pendant la crise ; une solution rejetée à ce stade par l'Union (CDU/CSU). Alors que la hausse du coût de la vie alimente les inquiétudes et que des manifestations sont annoncées, le gouvernement doit encore arbitrer entre plusieurs options de financement.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES

La succession de Frank-Walter Steinmeier à la présidence fédérale s'impose dans le débat politique, à trois mois de l'élection prévue le 30 janvier 2027. La discussion porte sur le choix du candidat ou de la candidate qui sera présenté par la CDU, le parti du chancelier Friedrich Merz, et son alliée bavaroise, la CSU. Celle-ci défend ouvertement la candidature **d'Ilse Aigner**, présidente du Parlement de Bavière, soutenue notamment par le chef de la CSU, Markus Söder, et par le président du groupe parlementaire du SPD, Matthias Miersch. Mais la CDU entend faire valoir son propre rôle dans la désignation et voit émerger plusieurs noms issus de ses rangs. Le dernier en date est celui **d'Ines Claus**, cheffe du groupe parlementaire de la CDU au Parlement régional de Hesse, qui s'est dite honorée d'être citée. Friedrich Merz assure n'avoir arrêté aucun choix et souhaite d'abord consulter les responsables régionaux de son parti et la CSU. Une étape importante est attendue le 9 novembre, lors d'une réunion de la direction de la CDU ; les discussions doivent ensuite s'élargir au SPD et aux Verts afin de rechercher un soutien dépassant les seuls rangs conservateurs.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

30,8

Le moral des consommateurs allemands continue de se dégrader à l'approche de novembre : publié par l'institut GfK (Gesellschaft für Konsumforschung) et le Nuremberg Institute for Market Decisions (NIM), l'indice recule à −30,8 points, contre −30,6 en octobre, malgré des perspectives économiques générales en légère amélioration. Les ménages restent préoccupés par l'inflation, qui a atteint 3,3 % en septembre, et par ses effets sur leur pouvoir d'achat. Les anticipations de revenus demeurent fragiles et les consommateurs se montrent plus réticents à réaliser des achats importants. La consommation des ménages reste ainsi un point de faiblesse de l'économie allemande, freinée par des inquiétudes persistantes sur le coût de la vie.